

Delirium catalan en Belgique

Franklin Dehousse

Professeur à l'Université de Liège,
ancien juge à la Cour de justice
de l'Union européenne.

■ Quelle mouche a piqué la classe politique belge ? Partout en Europe, les réactions face à ce qui se passe en Catalogne sont restées mesurées. Sauf chez nous.

Une onde inconnue a frappé la classe politique belge avec le référendum catalan. Certes, partout en Europe, les images des interventions policières, des personnes tabassées et des urnes confisquées ont suscité un malaise. Toutefois, les réactions sont restées mesurées – sauf en Belgique. Une série de faits essentiels demeurent.

D'abord, cette consultation populaire a été organisée par une minorité des voix bénéficiant d'une majorité des sièges au Parlement catalan. Les indépendantistes, chantres de la démocratie, n'ont eux-mêmes accordé aucune importance aux opposants, approche regrettable pour un acte aussi fondamental.

Ensuite, il n'existe pas de majorité claire de la population en faveur de l'indépendance.

Le vote en faveur de l'indépendance ne représente qu'une nette minorité de la population.

En outre, les conséquences (notamment européennes) du vote n'ont été ni clairement préparées ni clairement exprimées. La Catalogne indépendante devrait sortir, au moins pour une bonne période, de l'Union européenne. Il existe encore moins de majorité pour cela.

Deux chefs égotiques et bornés

Enfin, plus fondamentalement, les indépendantistes réclament le respect de la minorité catalane en Espagne, en accordant eux-mêmes très peu de respect à leur propre

minorité en Catalogne. Ceci n'est pas, il faut le dire clairement, un contexte acceptable d'invocation du principe de l'autodétermination.

La crise actuelle, résultant d'une stratégie délibérée de provocation des deux côtés, est largement la création de deux chefs de gouvernement égotiques et bornés, Rajoy et Puigdemont. Avec deux leaders inspirés (du niveau de Gonzalez et Pujol naguère, même s'ils ont par la suite mal évolué), on pourrait encore éviter ce qui peut devenir une catastrophe pour l'Espagne – et pour l'Europe. Tant sur le plan politique qu'économique (lourdement sous-estimé). Les enjeux sont donc très lourds. Dès lors, les éruptions irréfléchies de nombreux politiciens belges, surfant sur les vagues émotionnelles, donnent le vertige.

Les réactions belges

La gauche profonde, par M. Heidebouw, a réclamé "*l'intervention de la Belgique*". Quel dommage que les brutalités policières ne l'inspirent pas davantage au Venezuela ou en Corée du Nord. Il est vrai que là, une saine gestion communiste des médias n'empile pas les victimes – morts compris – à la télévision.

L'humanisme profond de M. Lutgen, exige "*qu'on convoque au plus vite l'ambassadeur d'Espagne*". Bonne idée. On pourra continuer avec

l'ambassadeur d'Allemagne (pour les bavures au sommet de Hambourg), d'une série d'Etats européens (pour les bavures répétées à l'égard des réfugiés) et même d'autres partenaires (Turquie, Russie, Chine...) Curieusement, il n'y a eu aucun communiqué là-dessus.

Une médaille d'argent doit revenir aux dirigeants de la N-VA. De Wever explique qu'à côté de la règle de droit, il faut respecter la démocratie (comme chacun sait, la règle de droit n'a rien à voir avec la démocratie). De plus, un référendum organisé illégalement, selon des modalités douteuses, dans le mépris de sa propre minorité, avec une majorité factice, et sans expliquer correctement les enjeux, c'est vachement démocratique. On attend avec impatience son prochain tweet annonçant un référendum pour fixer les limites de la Région de Bruxelles.

Francken, lui, qualifie le gouvernement espagnol de fasciste (on est toujours le fasciste de quelqu'un, il semble). Voilà en tout cas de quoi améliorer les relations avec l'Espagne.

Jambon, lui, fait encore mieux et invite clairement les Catalans à proclamer leur indépendance (notons que Mas, ancien dirigeant catalan, dit exactement le contraire). Belle

solidarité entre ministres européens de l'Intérieur. On comprend le calcul électoral. Comme la N-VA a abandonné son grand discours indépendantiste, ses dirigeants doivent à tout prix faire un tintamarre maximal sur la Catalogne pour bien montrer qu'ils pensent tout le contraire de ce qu'ils disent. Cela permet aussi au passage un peu d'anti-Européanisme primaire, ce qui peut toujours rapporter quelques voix.

Palme d'or à Charles Michel

La palme d'or, toutefois, revient au Premier ministre Michel. Celui-ci, dans un premier temps, avait indiqué qu'il s'agissait d'une affaire interne à l'Espagne et qu'il ne ferait donc pas de déclaration. Dans un second temps, il a fait exactement le contraire (c'est loin d'être la première fois en matière européenne). Il reste le seul chef de gouvernement européen à l'avoir fait. Il est vrai qu'entre-temps, les tweets de De Wever avaient parlé. Cet épisode accrédite, une fois encore, que le Premier ministre réel de la Belgique réside bien à la maison communale d'Anvers.

Le point essentiel reste cependant de critiquer l'action policière d'un gouvernement ami qui, même excessive, visait à entraver un référendum hautement contestable. Cela ne manque pas de sel venant d'un gouvernement qui a régulièrement rejeté les reproches (justifiés, eux) de ses partenaires en matière de lutte contre le terrorisme.

Rappelons seulement l'absence

de réactivité après les attentats de Paris de 2015, le climat de psychose totale provoqué peu après à Bruxelles par l'incompétence des autorités, la non-représentation des ministres dans certaines réunions européennes sur la sécurité des aéroports, la non-transmission répétée d'informations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et l'incapacité pendant des mois de capturer Abdeslam qui se baladait dans la capitale. On se demande vraiment au nom de quelle compétence policière imaginaire nous donnons des leçons à l'Espagne.

Un électoralisme très nuisible

En réalité, tous ces politiciens ne se soucient pas le moins du monde de l'Espagne ni de la Catalogne; ils veulent juste les utiliser comme tam-tam électoral. Hélas, cet électoralisme simplet a des conséquences.

Il nuit à l'Espagne et à la Catalogne, en donnant au gouvernement catalan des espoirs illusoire de rompre le consensus européen. On encourage en réalité le Catalexit après le Brexit, sans la moindre considération pour l'impact économique énorme pour tous.

Cet électoralisme nuit aussi à l'Europe en renforçant l'idée qu'elle ne remplit pas sa fonction, alors que précisément elle n'a pas de fonction ici. Finalement, il nuit à la Belgique. En montrant combien le gouvernement belge zigzague au jour le jour selon l'impulsion électoraliste du parti dominant, même sur des sujets

aussi essentiels que la stabilité de nos meilleurs partenaires, ces déclarations décrédibilisent complètement la Belgique en Europe.

Pendant que le Premier ministre belge s'amuse à faire ses tweets dans tous les sens, les diplomates belges doivent bien constater que l'influence de la Belgique sur la scène européenne, bien longtemps substantielle, est devenue nulle. Une diplomatie européenne doit être réfléchie, cohérente et stable. Nos autorités n'offrent à cet égard plus rien. Leur "diplomatie" est devenue exclusivement la résultante de leurs gesticulations médiatiques internes.

→ Lire nos informations sur la déclaration, mardi soir, du leader catalan Carles Puigdemont, aux pages 16-17.

**Les éruptions
irréfléchies
de nombreux
politiciens
belges, surfant
sur les vagues
émotionnelles,
donnent
le vertige.**